

EDITORIAL

Abîme

LE fisc aura du mal à ramener les logements sociaux vers le droit. C'est ce que montrent nos investigations (voir ci-contre). En effet, depuis plusieurs années, cette politique ne sait plus ce qu'elle fait.

Au départ, dans les années 1980, on a pas mal pataugé avec des entreprises publiques missionnées pour le logement social. Elles en ont fait, mais au compte-gouttes, laissant derrière elles de colossales ardoises chez les banques, comme des détournements de biens et abus de pouvoir (dont les derniers viennent tout juste de passer devant le juge... 25 ans après!). Puis l'idée est venue de faire participer des privés, puis de laisser faire les privés.

L'Etat change complètement de rôle: il ne construit pas, il modifie les paramètres du marché. Il abaisse le prix des terrains, contrôle que les constructeurs construisent vraiment. Mieux, il parvient à résister à ceux qui lui font du chantage politique pour éviter qu'il leur retire le terrain non utilisé. De l'autre côté, la promotion immobilière est assainie, le marché est approvisionné, de vrais professionnels apparaissent, capables d'aller en Bourse.

Les administrations qui ont réussi cela, avec le soutien des gouvernements El Youssef et Jettou, méritent d'être ici saluées.

Hélas, cela n'a pas duré. En 2011, la mévente arrivait, mais les ministres du logement et/ou de l'urbanisme et/ou de l'aménagement ont fermé les yeux et les oreilles, contents d'avoir leurs quotas d'images d'inaugurations pour le journal télévisé. Le pourtour des villes s'est progressivement congelé, les grands promoteurs se sont effondrés sous leurs dettes, le «noir» et la fraude sont revenus... Quinze ans de bon travail social et économique furent perdus en quatre-cinq ans de mauvaise gouvernance.

Il ne s'est trouvé personne, vraiment personne, pour arrêter cette course à l'abîme. □

Nadia SALAH

Logement social

N'oubliez pas la mainlevée!

• **Après 4 ans de résidence effective, la formalité est obligatoire**

• **Un enjeu fiscal à 7 milliards de DH**

• **Une mesure prévue dans la loi de Finances 2016**

Voir page 2



Défense commerciale

Les dossiers marquants

DURANT les 6 dernières années, 9 enquêtes antidumping ont été initiées. Pourtant, l'histoire récente des mesures de défense commerciale est jalonnée d'épisodes marquants: de la céramique au plastique, en passant par l'insuline et l'acier. A chaque fois, les parties impliquées dans la procédure tentent de trouver une solution médiane. Une offre d'engagement par-là ou un contingent par-ci. L'exercice s'avère parfois difficile ou improductif à moyen terme. En témoignent les difficultés des filières de la céramique et de la sidérurgie. □

Voir Analyse pages 3 à 5

■ **Mines: L'activité se professionnalise**

Voir page 10

■ **Droit d'accès à l'information: Les mises en garde du CNDH**

Voir page 29

■ **Que sait-on vraiment des météorites?**

Voir page 23

Production exceptionnelle de sucre

Voir page 12

L'ECONOMISTE Retrouvez votre dossier

COMPETENCES & RH

dès le 13 septembre prochain

Vos annonces continuent normalement